


REPUBLIQUE FRANCAISE Arrondissement de Torcy Canton d'Ozoir-La-Ferrière			PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL COMMUNE FEROLLES-ATTILLY 77 150	
Afférents au conseil municipal	En exercice	Qui ont pris part à la déclaration	L'an deux mil vingt et un, le treize mars à 10h30, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel des séances, sous la Présidence de Madame FONTBONNE Anne-Laure, Maire.	
15	15	15	Présents : 12 Mme Anne-Laure FONTBONNE, Mme Séverine DESMIER DE CHENON, Mme Johanne BERGER, Mme Marie-Claude BOIME-HERBIN, Mme BAUDOT, Mme Alexandra HEBERT M. TONDEUR, M. GIBAUT, M. SERAFIN-BONVARLET, M. CORDESSE, M. Aurélien VANDIERENDONCK, M. François SUEUR	
Date de convocation 09/03/2021 Date d'affichage 09/03/2020			Absent(s) excuse(s) : 3 Mme Annick JOUBERT ayant donné pouvoir à Mme Anne-Laure FONTBONNE, Mme Élise LARDEUX ayant donné pouvoir à Mme Séverine DESMIER DE CHENON, Mme Valérie LENOBLE ayant donné pouvoir à Mme Patricia BAUDOT Absent(s) : 00	
			Madame Séverine DESMIER DE CHENON a été nommée secrétaire	

La séance ouverte à 10h43. Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

Objet n°1 : Autorisation donnée au maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (budget principal).

En application de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser, jusqu'à l'adoption du budget 2021, l'exécutif de la collectivité territoriale à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette et restes à réaliser.

	2020 MONTANTS BUDGETISES	2021 (25% maxi) CAPACITE OUVERTURE
CHAPITRE 20 Immobilisations incorporelles	23 967,51 €	5 991,87 €
CHAPITRE 21 Immobilisations corporelles	305 113,21 €	76 278,30 €
TOTAUX	329 080,72 €	82 270,17 €

Le montant de l'affectation des crédits est le suivant, pour un montant total de **82 270,17 €** :

Chapitre 20 « immobilisations incorporelles » :	5 991,87 €
202 – frais, documents urbanisme, numérisation cadastre	5 218,87 €
2051 : concessions et droits similaires	773,00 €

Chapitre 21 « immobilisations corporelles » :	76 278,30 €
2111- terrains nus	9 225,93 €
2116- cimetières	3 522,00 €
2138- autres constructions	32 773,58 €
2151- réseaux de voirie	27 443,54 €
21534- réseaux d'électrification	186,00 €
21571- matériel roulant	374,75 €
2181- installations générales, agencements et aménagements divers	759,76 €
2183- matériel de bureau et matériel informatique	808,50 €
2184- mobilier	1 021,44 €
2188- autres immobilisations corporelles	162,80 €

Les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2021 lors de son adoption.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE, jusqu'à l'adoption du budget primitif 2021, Madame le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, et dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

	2020 MONTANTS BUDGETISES	2021 (25% maxi) CAPACITE OUVERTURE
CHAPITRE 20 Immobilisations incorporelles	23 967,51 €	5 991,87 €
CHAPITRE 21 Immobilisations corporelles	305 113,21 €	76 278,30 €
TOTAUX	329 080,72 €	82 270,17 €

Le montant de l'affectation des crédits est le suivant, pour un montant total de **82 270,17 €** :

Chapitre 20 « immobilisations incorporelles » :	5 991,87 €
202 – frais, documents urbanisme, numérisation cadastre	5 218,87 €
2051 : concessions et droits similaires	773,00 €

Chapitre 21 « immobilisations corporelles » :	76 278,30 €
2111- terrains nus	9 225,93 €
2116- cimetières	3 522,00 €
2138- autres constructions	32 773,58 €
2151- réseaux de voirie	27 443,54 €
21534- réseaux d'électrification	186,00 €
21571- matériel roulant	374,75 €
2181- installations générales, agencements et aménagements divers	759,76 €
2183- matériel de bureau et matériel informatique	808,50 €
2184- mobilier	1 021,44 €
2188- autres immobilisations corporelles	162,80 €

Objet n°2 : Signature de la convention unique relative aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Seine-et-Marne

Les Centres de Gestion sont des établissements publics locaux à caractère administratif, gérés par les employeurs territoriaux (maires, présidents d'établissements publics...) qui ont pour vocation de participer à la gestion des personnels territoriaux et au développement des ressources humaines des collectivités affiliées.

Les collectivités de moins de 350 agents titulaires ou stagiaires à temps complet y sont affiliées obligatoirement, les autres collectivités peuvent bénéficier de leurs prestations si elles le souhaitent par adhésion volontaire.

Ils apportent aux collectivités affiliées leur assistance et leur expertise en gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales, et au grand public leur assistance pour le recrutement dans les collectivités et établissements publics.

Les Centres de Gestion ont également développé des missions facultatives et optionnelles relevant de l'initiative locale visant à apporter un conseil et une assistance en matière de gestion du personnel territorial, par voie de convention.

Les centres de gestion peuvent assurer :

- toute tâche en matière de retraite et d'invalidité des agents pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- toute tâche administrative et des missions d'archivage, de numérisation, de conseils en organisation, notamment en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines, et de conseils juridiques à la demande des collectivités et établissements ;
- dans leur ressort, une mission générale d'information sur l'emploi public territorial, y compris l'emploi des personnes en situation de handicap.

Il est proposé au Conseil Municipal de signer la convention unique annuelle du centre de gestion de la fonction publique territoriale de Seine-et-Marne portant sur les missions optionnelles désignées ci-dessus pour l'année 2021.

Le Conseil Municipal,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 définissant le contenu des missions facultatives que le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Seine-et-Marne peut proposer aux collectivités du département ;

VU la convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne ;

VU les clauses tarifaires 2021 fixées par le Conseil d'administration du Centre de gestion de Seine-et-Marne en date du 27 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT les activités de conseils et formations en matière d'hygiène et sécurité, de gestion du statut de la Fonction publique territoriale, de maintien dans l'emploi des personnels inaptes et d'application des règles relatives au régime de retraite CNRACL proposées par le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de la Seine-et-Marne ;

CONSIDÉRANT la nécessité de signer la convention unique relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne pour l'année 2021, pour recourir librement et selon les besoins de la collectivité aux prestations proposées ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la convention unique pour l'année 2021 relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Seine-et-Marne ;

AUTORISE Madame le Maire à signer toutes pièces se rapportant à la présente délibération ;

PRECISE que les crédits afférents à la dépense seront inscrits au budget communal de l'exercice 2021.

Objet n°3 : Signature de la convention relative au service de médecine professionnelle et préventive avec le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Seine-et-Marne

Les Centres de Gestion sont des établissements publics locaux à caractère administratif, gérés par les employeurs territoriaux (maires, présidents d'établissements publics...) qui ont pour vocation de participer à la gestion des personnels territoriaux et au développement des ressources humaines des collectivités affiliées.

Les collectivités de moins de 350 agents titulaires ou stagiaires à temps complet y sont affiliées obligatoirement, les autres collectivités peuvent bénéficier de leurs prestations si elles le souhaitent par adhésion volontaire.

Ils apportent aux collectivités affiliées leur assistance et leur expertise en gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales, et au grand public leur assistance pour le recrutement dans les collectivités et établissements publics.

Les collectivités territoriales ont pour obligation de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité. Pour leur permettre de répondre à cette obligation, le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-et-Marne a mis en place un service de médecine professionnelle et préventive auquel peut adhérer toute collectivité territoriale par voie de convention.

Ce service intervient à la demande de la commune pour la stricte nécessité des visites liées soit :

- à une saisine d'une instance médicale consultative (comité médicale, commission de réforme) ;
- à une visite dans le cadre de la mise en œuvre de la période préparatoire au reclassement ;
- à l'examen nécessaire à l'instruction d'une maladie professionnelle.

Il est proposé au Conseil Municipal de signer la convention de service de médecine professionnelle et préventive avec le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Seine-et-Marne.

Le Conseil Municipal,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant sur les droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant sur les dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85.643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion ;

VU le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

VU l'arrêté du 15 mars 1991 fixant la liste des établissements ou organismes publics ou privés de prévention ou de soins dans lesquels le personnel exposé doit être vacciné ;

VU la convention de service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Seine-et-Marne ;

VU la délibération du conseil d'administration du Centre de gestion de Seine-et-Marne du 27 novembre 2020 portant sur la tarification pour l'année 2021 des collectivités affiliées adhérentes au service de médecine professionnelle et préventive ;

CONSIDÉRANT que les collectivités territoriales doivent veiller à l'état de santé des agents en ayant comme préoccupation d'empêcher toute altération de leur état de santé du fait de l'exercice de leurs fonctions ;

CONSIDÉRANT que chaque collectivité et chaque établissement public local doit disposer d'un service de médecine professionnelle et préventive, et que cette obligation peut être satisfaite par l'adhésion à un service créé par un Centre de gestion,

CONSIDÉRANT que le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Seine-et-Marne a mis en place un service de médecine professionnelle et préventive ;

CONSIDÉRANT les prestations proposées par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Seine-et-Marne telles que décrites dans la convention d'adhésion annexée à la présente délibération ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la convention unique pour l'année 2021 relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne ;

AUTORISE Madame le Maire à signer toutes pièces se rapportant à la présente délibération ;

PRECISE que les crédits afférents à la dépense seront inscrits au budget communal de l'exercice 2021

Objet n°4 : Création d'un poste d'attaché principal et modification du tableau des effectifs

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale (FPT).

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

CONSIDERANT les besoins de recrutement pour le bon fonctionnement du service administratif de la Mairie,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE la création d'un poste d'attaché principal à temps complet pour exercer les fonctions de secrétaire générale de mairie,

PREND ACTE de la modification du tableau des effectifs,

DECIDE d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Madame le Maire rapporte que la collectivité doit créer le poste avant d'accueillir à partir du 17 mars une secrétaire générale de mairie dont l'une des missions est de rédiger les procès-verbaux des réunions du conseil municipal. M. François SUEUR, conseiller municipal, demande à quoi correspond le grade. Madame le Maire explique qu'il s'agit de grades de la fonction publique territoriale. M. Franck TONDEUR, adjoint au maire en charge des travaux s'interroge sur les domaines de compétence de l'agent. Madame le Maire explique que l'agent est le bras droit administratif, en charge des dossiers administratifs sur tous les sujets tel que l'intercommunalité, la mairie, le SIBRAV, le syndicat intercommunal de l'école des Clos, les aspects juridiques, comptables et financiers des dossiers.

Annick JOUBERT arrive à 11h11.

Mme le Maire ajoute que l'agent sera en charge de superviser l'organisation, le fonctionnement et les ressources humaines des services de la ville.

Questions diverses

Mme Patricia BAUDOT fait part de la satisfaction des Féroillais du travail de l'agent aux espaces verts, Madame Emilie LARCHER.

Mme le Maire précise qu'elle a confié à Madame LARCHER la responsabilité du nouveau fleurissement du village. Madame LARCHER doit proposer un programme de refleurissement, au colombarium notamment et mettre de la couleur dans le village, ce à quoi M. Franck TONDEUR ajoute qu'il est prévu de planter des vivaces et des massifs.

Madame le Maire remercie les personnes qui ont fait passer le message.

Concernant le concours des talents, en lien avec le sport et le théâtre, l'organisation semble difficile à mettre en place selon Mme BAUDOT qui souhaite faire une réunion avec M. Gérard GIBAULT, adjoint au maire en charge de la culture, pour savoir comment le mettre en place.

Mme BAUDOT rappelle que les barrières et la signalétique ne sont toujours pas mises en place sur les liaisons douces.

Madame le Maire répond qu'elle a personnellement appelé la communauté de communes qui a transmis la demande au maître d'œuvre et aux entreprises chargées d'exécuter les travaux.

La relance a été faite il y a trois semaines.

M. TONDEUR ajoute qu'il y aura à la fin des travaux des réflecteurs sur les barrières et une signalétique au sol. La fin des travaux est prévue aux alentours du 15 avril.

M. TONDEUR ajoute que le marquage au sol de l'école est mal fait et que l'entreprise qui l'a réalisé doit le refaire à sa demande.

Madame le Maire aborde le sujet du parking des chasseurs et indique que des ruissellements d'eau entrent dans le bâtiment. Le signalement a été fait à plusieurs reprises.

M. TONDEUR indique qu'il y a un défaut au niveau du stade et que cette partie va être refaite.

Mme BAUDOT dit qu'il en est de même près du gymnase.

La question du garage situé Chemin des Clos, déjà posée au dernier conseil municipal, est à nouveau abordée. Mme DESMIER DE CHENON va consulter le dépôt de permis et vérifier s'il est sur une zone inconstructible.

Concernant la maison située Chemin des Clos, les travaux devraient être terminés autour du 15 avril. La charpente, l'électricité sont faites ainsi que les menuiseries. Il manquerait le nettoyage haute pression de la façade.

Concernant les travaux du trottoir rue de la Montagne, Madame le Maire indique qu'il fallait attendre la fin des travaux de M. DA COSTA. Un devis pour faire les travaux est en cours de réalisation et une demande de subvention sera déposée. Il faut également penser à améliorer l'éclairage de la partie haute.

La voirie Chemin des Clos présente un énorme trou, ce qui la rend de plus en plus dangereuse.

M. TONDEUR précise qu'il faut refaire un repiquage.

La route de Servon présente également des trous dus essentiellement aux travaux mais aussi à la circulation.

Un dépôt de véhicules illégal en zone UBC est signalé. Un courrier à la préfecture a été envoyé mais la mairie n'a pas eu de retour.

Une information est rapportée concernant la proposition d'Estelle DAIRA dont l'entreprise dans laquelle elle travaille fabrique des livres pour l'inclusion à l'école. Mme DAIRA aimerait pouvoir les proposer à l'école des Clos. L'abonnement est de 3,50 € par an et par enfant. Il pourrait être contracté avant le 31 mars.

Madame le Maire indique que ce sujet sera abordé en conseil syndical à l'école des Clos. Ce projet a été présenté par Mme RAFART et Mme LABROUSSE. Par ailleurs, avec la Directrice et Mme LABROUSSE, un inventaire des besoins de l'école des Clos en termes de tablettes, prises a été réalisé. Un dossier de demande de subvention est à renvoyer avant le 31 mars sur la plateforme. Le dossier devrait être fait d'ici la fin de semaine prochaine.

Madame Marie-Claude BOIME HERBIN dit que la clôture du Gaz est encore endommagée. Mme le Maire répond qu'elle a rendez-vous avec GRDF.

Concernant la campagne de vaccination, Madame Annick JOUBERT, vice-présidente du CCAS et Madame Élise LARDEUX, conseillère municipale informent l'assemblée qu'elles et Madame le Maire appellent toutes les Férolaises et tous les Férollais de plus de 75 ans pour les inciter à se faire vacciner. Madame Isabelle ABDELLI, agent communal, est en charge de réserver les créneaux au centre de vaccination.



L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11h59.